
ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Prestation sanitaire et sociale

Montants de l'abattement des allocations versées au titre du mois d'avril 2020 – [Texte intégral](#), pp.99-100

Evolution des pensions d'invalidité, de l'allocation supplémentaire d'invalidité, de la majoration pour aide constante d'une tierce personne, des prestations versées au titre de la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles et du capital décès au titre de l'année 2020 – [Texte intégral](#), pp.113-115

Maintien des modalités de financement via les prestations de service et d'accompagnement des partenaires par les Caf pendant la crise liée à la pandémie de Covid – [Texte intégral](#)

Enseignement

Diplôme de directeur d'établissement d'éducation adaptée et spécialisée : Ouverture de la session 2020 de l'examen – [Texte intégral](#)

Modalités d'admission dans les formations à certains diplômes du travail social pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 – [Texte intégral](#)

Modalités d'admission dans les formations conduisant à certains diplômes du travail social pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 – [Texte intégral](#)

Travail, Emploi

Avis modifiant l'avis relatif au recrutement de travailleurs handicapés par la voie contractuelle pouvant déboucher sur une titularisation en catégorie B – [Texte intégral](#)

Avis modifiant l'avis relatif au recrutement de travailleurs handicapés par la voie contractuelle pouvant déboucher sur une titularisation en catégorie C – [Texte intégral](#)

FIPHFP

Financement d'actions menées par le CNRS à destination des personnes en situation de handicap – [Texte intégral](#), p.50

Financement d'actions menées par la DGAC à destination des personnes en situation de handicap – [Texte intégral](#), pp. 51-52

Financement d'actions menées par le ministère de l'intérieur à destination des personnes en situation de handicap – [Texte intégral](#), pp.53-54

Financement d'actions menées par la CNAV à destination des personnes en situation de handicap – [Texte intégral](#), pp.59-60

Financement d'actions menées par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation à destination des personnes en situation de handicap – [Texte intégral](#), pp.61-62

Création et composition d'un groupe de travail du Comité national du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique – [Texte intégral](#), pp.40-49 / [Texte intégral](#), pp.55-56

Modification de la composition d'un groupe de travail du Comité national du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique – [Texte intégral](#), p.68

Nomination d'un membre du conseil scientifique – [Texte intégral](#), p.57-58

Autre texte

Composition du Gouvernement – [Texte intégral](#)

ACTUALITES BIBLIOGRAPHIQUES

Classification française des troubles mentaux de l'enfant et de l'adolescent R-2020. Correspondances et transcodages - CIM10 – Misès Roger, Botbol Michel, Bursztein Claude et al.

Cette 6ème édition renforce les correspondances avec la CIM 10 (la CIM 11 entrant en vigueur en 2022) pour faciliter un transcodage systématique qui permet en outre de répondre aux exigences administratives de codage. La dimension psychopathologique et développementale est soulignée, en considérant toujours des repères à la fois catégoriels et dimensionnels. La CFTMEA est un outil précieux d'aide à la pratique des cliniciens (notamment les plus jeunes), dans une perspective clinique dynamique et structurale et pas seulement descriptive. [Presses de l'EHESP, 6ème édition, 2020, 132p.](#) – [Texte intégral](#)

61 000 enfants, adolescents et jeunes majeurs hébergés fin 2017 dans les établissements de l'aide sociale à l'enfance – Abassi Elisa

Fin 2017, les mesures de placement représentent 52 % des 344 000 mesures de protection mises en œuvre par les services de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Un peu plus de 177 000 enfants, adolescents et jeunes adultes sont ainsi hébergés par l'institution : moins de la moitié en familles d'accueil, environ un tiers dans des établissements, les autres notamment dans des logements autonomes gérés ou financés par l'ASE. Reposant sur l'édition 2017 de l'enquête de la DREES auprès des établissements et services de la protection de l'enfance (ES-PE), la présente étude se penche sur les jeunes (enfants, adolescents et jeunes adultes) faisant l'objet d'une mesure de placement (y compris dans le cadre d'un placement à domicile) et hébergés dans cinq catégories d'établissements relevant de l'ASE : les maisons d'enfants à caractère social (MECS), les foyers de l'enfance, les pouponnières, les villages d'enfants et les lieux de vie et d'accueil. [Les dossiers de la Drees, n° 55, 2020, 23p.](#) – [Texte intégral](#)

Etablissements et services de l'aide sociale à l'enfance pendant la période de confinement liée au Covid-19 – Abassi Elisa

Dans le contexte de lutte contre l'épidémie de Covid-19, les mesures sanitaires et le confinement ont rapidement généré des difficultés et appréhensions pour les enfants, adolescents et jeunes majeurs protégés, pour les familles suivies et pour les professionnels de l'aide sociale à l'enfance (ASE). La DREES a décidé presque immédiatement après le début du confinement de réaliser une enquête Flash sur le fonctionnement des établissements et services de l'ASE pendant la période de confinement liée au Covid-19, afin de pouvoir livrer un état des lieux de la situation au cours de la 3ème semaine de confinement (semaine du 30 mars au 5 avril 2020) dans les établissements et services d'action éducative de l'ASE. Cette enquête porte sur cinq catégories d'établissements (les maisons d'enfants à caractère social (MECS), les foyers de l'enfance, les pouponnières, les villages d'enfants et les lieux de vie) et sur les services d'action éducative (action éducative en milieu ouvert (AEMO) et action éducative à domicile (AED)), qu'ils soient associatifs ou internes aux conseils départementaux. En date du dimanche 5 avril 2020, 0,6 % des jeunes sont malades (cas suspectés ou avérés) du Covid-19 dans les établissements et services de l'ASE. La part de malades parmi les jeunes hébergés dans les établissements (1,2 %) est légèrement supérieure à celle parmi les jeunes placés à domicile (0,6 %) et à celle parmi ceux suivis en action éducative (0,4 %). 3,5 % des professionnels dans les établissements et dans les services d'action éducative sont malades du Covid-19. Leur contamination est plus fréquente en Ile-de-France et dans le Grand Est. Le 5 avril, les hospitalisations en raison du Covid-19 sont très rares, tant pour les jeunes que parmi le personnel. [Les dossiers de la Drees, n° 56, 2020, 28p.](#) – [Texte intégral](#)

L'autisme en 10 questions – Trécourt Fabien (Coor.)

La notion d'autisme émerge tout au long des 19ème et 20ème siècles dans des travaux, parfois reliés et parfois indépendants les uns des autres. À l'origine, il y a ceux que l'on appelait les "idiots". En grec ancien, ce terme a un sens voisin de celui d'autisme et désigne aussi un repli sur soi. Dès le début du 19ème siècle, ils firent l'objet de nombreux débats, dont un exemple fameux est celui déclenché par Victor, un "enfant sauvage" d'environ 10 ans, retrouvé errant nu, sans langage, dans les bois de l'Aveyron. Pour le psychiatre Philippe Pinel, c'était un "idiot congénital" abandonné par ses parents et incurable de naissance. Pour un jeune médecin, Jean Itard, qui a entrepris de l'éduquer, son mutisme et son caractère "sauvage" étaient liés à "l'absence de commerce réciproque" avec l'environnement et pouvaient être corrigés [Sciences humaines, n° 325, 2020, 80p.](#) – [Voir le sommaire](#)

"Covid-19 and the Need for Action on Mental Health" – Guterres Antonio

Cette enquête, réalisée entre le 12 mars et le 8 avril 2020, est une mise à disposition des travaux et des ressources de l'Observatoire "Covid-19, éthique et société / Situations de handicap", recueillis pendant le premier mois de la crise sanitaire du Covid-19. Cette contribution intervient en complément des documents de préconisation produits par les instances publiques ainsi que les sociétés savantes. La cellule de réflexion poursuit son travail de veille et présentera d'autres éclairages et propositions en accompagnement des évolutions de la pandémie et par la suite en retour d'expériences. [United Nations, 2020, 17p.](#) – [Texte intégral](#)

Consultation auprès des personnes en situation de handicap sur leur situation pendant le confinement – Agefiph, Ifop

L'Agefiph et l'Ifop se sont associés pour réaliser une grande enquête portant sur le vécu professionnel des personnes en situation de handicap pendant la crise du Coronavirus. Cette grande enquête nationale vise à comprendre comment la crise du Coronavirus affecte le quotidien – notamment au niveau professionnel – des personnes en situation de handicap. Le ressenti des personnes en situation de handicap est mis en perspective avec les résultats obtenus lors des enquêtes IFOP auprès de la population française dans son ensemble. [Agefiph, Ifop, 2020, 24p.](#) – [Texte intégral](#)

Atlas de la santé mentale en France – Coldefy M. (Dir.), Gandré C. (Dir.)

En France, les troubles psychiques sont associés à des enjeux majeurs en termes de prises en charge dans un champ en pleine mutation. Encore souvent centré uniquement sur le soin, le suivi des personnes atteintes de troubles psychiques s'oriente néanmoins vers le rétablissement, l'inclusion sociale, professionnelle et citoyenne des personnes. Impliquant de nombreux acteurs des secteurs sanitaire et médico-social appelés à coopérer dans le cadre des projets territoriaux en santé mentale, il est encore difficile à caractériser à l'échelle nationale, à partir du système d'information existant. Les raisons en sont également l'importance du non-recours aux soins, la difficulté à poser un diagnostic, souvent évolutif, et les besoins globaux des personnes qui couvrent l'ensemble des champs de la vie quotidienne. Pour autant, en 2017, on estime à plus de 7 millions le nombre d'individus qui ont eu une prise en charge spécialisée due à un trouble psychique diagnostiqué ou à un traitement psychotrope. Dans ce contexte, l'Atlas de la santé mentale en France propose une photographie inédite tant des prises en charge que de l'offre disponible sur le territoire à partir de systèmes d'information existants. Il décrit des situations spécifiques, notamment celles de populations particulièrement vulnérables du fait de leur âge ou de leur milieu de vie : les enfants et adolescents, les adultes de 18 à 64 ans suivis pour des troubles psychiques fréquents ou des troubles psychiques sévères et persistants, les personnes âgées et la population pénitentiaire. Il s'adresse ainsi tant aux acteurs concernés dont les usagers des services de santé mentale, leurs proches, les professionnels de santé et du secteur social et médico-social qu'aux décideurs politiques nationaux et locaux et aux chercheurs. [Irdès, Série Atlas, n° 7, 2020, 160p.](#) – [Texte intégral](#)

Dialogue de sourds : les psychoses et les institutions – Loison Christophe

Ce travail tente de rendre compte de ce qui peut se passer dans l'être du psychotique et de la façon dont il répond (ou non) aux sollicitations du monde extérieur, à partir de sa logique propre et bien souvent désespérée. La plupart du temps dans le travail institutionnel, usagers psychotiques et professionnels ne se comprennent pas parce qu'ils ne parlent pas la même langue, l'un et l'autre n'ont pas les mêmes objectifs, ce qui pousse les psychotiques à déployer des stratégies qui visent à neutraliser celle des accompagnants, et vice-versa. Cet état de fait organise d'entrée un rapport de force dans lequel il semble que personne n'ait rien à gagner. C'est surtout la mauvaise connaissance du fonctionnement psychotique qui cause tant de difficultés institutionnelles : on demande aux psychotiques de s'intégrer, on fait comme s'ils le faisaient, on produit des règles qui se font passer pour des lois et qui disent où est leur bien en même tant qu'elles nient leur souffrance. [Champ social Editions, Collection Psychanalyse, 2020, 206p.](#) – [Texte intégral](#)

Emploi des personnes handicapées et performance des entreprises – Bruneau Catherine, Baïz Adam, Ménéstrier Eloïse

Aujourd'hui, on estime que 5,7 millions de personnes ont un handicap, soit 14 % de la population en âge de travailler. La moitié environ - 2,8 millions - bénéficient d'une reconnaissance administrative du handicap. Même si la situation semble meilleure en France que dans le reste de l'Europe, l'insertion sur le marché du travail des personnes handicapées n'en demeure pas moins difficile : leur taux de chômage est près de deux fois plus élevé que la moyenne. Des aides financières sont versées aux employeurs pour compenser les niveaux de formation et de productivité potentiellement moindres des personnes handicapées, ainsi que les éventuels coûts d'aménagement de leur poste. Mais l'instrument principal est réglementaire : depuis 1987, les établissements du secteur privé de 20 salariés ou plus sont soumis à une obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH), à hauteur de 6 % de leur effectif. Pour s'en acquitter, ils ont plusieurs options, non exclusives : l'embauche directe, l'embauche indirecte (sous-traitance, et intérim), l'accueil pour formation, l'accord collectif pour l'insertion des personnes handicapées ou une contribution financière assimilable à une pénalité libératoire. En 2016, 19 % seulement des entreprises assujetties à l'OETH avaient une proportion d'emploi handicapé - direct ou indirect - supérieure ou égale au taux légal. Les efforts consentis par les entreprises ont-ils un impact sur leurs performances économiques ? Le cas échéant, peut-on estimer l'ampleur de ces effets ? L'analyse économétrique ne prend pas en compte la loi de 2018, car celle-ci n'est entrée en vigueur qu'en 2020. Menée sur un large panel d'entreprises entre 2012 et 2016, elle confirme le rôle important que jouent la taille et le secteur d'activité. Le secteur de l'information et de la communication fournit ainsi relativement peu d'efforts de recrutement direct, à l'inverse de l'administration publique, de l'enseignement, des secteurs de la santé ou de l'action sociale. L'étude montre que l'augmentation de l'effort pour embaucher des travailleurs handicapés ne pénalise pas la performance économique et financière des entreprises. Il n'existe pas non plus de lien particulier entre le niveau de performances des entreprises et leur modalité de réponse à l'OETH, dès lors que l'on corrige des effets de taille, de localisation et de secteur d'activité. [France Stratégie, La note d'analyse, 2020, n° 10, 8p.](#) – [Texte intégral](#)

Les Français souhaitent une prise en charge par l'Etat de la perte d'autonomie des personnes âgées – Antunez Kim

D'après le Baromètre d'opinion de la DREES qui interroge 3 000 personnes, en 2018, deux tiers des Français pensent qu'il revient à l'État et aux pouvoirs publics de prendre en charge financièrement les personnes âgées en perte d'autonomie. Cette opinion, relativement stable depuis 2014, est davantage exprimée par les plus modestes. À l'inverse, les Français les plus aisés estiment plus souvent que ce sont les personnes âgées elles-mêmes qui devraient assumer leur prise en charge en utilisant leur épargne ou des assurances privées. Ils sont également davantage prêts à épargner en prévision de leur éventuelle perte d'autonomie. Si les Français sont très majoritairement demandeurs d'une prise en charge financière par les pouvoirs publics de la perte d'autonomie, seuls trois Français sur dix estiment que cette aide doit être universelle. Sept Français sur dix souhaitent en effet qu'elle soit réservée aux personnes âgées disposant de faibles revenus. Moins d'un Français sur cinq placerait son proche en perte d'autonomie dans une institution spécialisée, et trois sur cinq s'en occuperaient ou l'accueilleraient chez eux. Parallèlement, huit aidants d'une personne âgée sur dix indiquaient, en 2017, ne pas se sentir suffisamment aidés et considérés en tant qu'aidants par les pouvoirs publics. [Etudes et résultats, Drees, n° 1148, 2020, 5p](#) – [Texte intégral](#)

Situation économique et financière des EHPAD entre 2017 et 2018 – CNSA

Ce rapport actualise des données caractéristiques de la gestion des établissements, par exemple les niveaux de dépendance et de prise en charge des soins, les taux d'activité et les ratios d'encadrement. Par un apport d'informations supplémentaires, il contribue ainsi à toutes les démarches actuellement menées par l'administration et les fédérations pour objectiver les conditions d'accompagnement des personnes âgées dans les EHPAD. La valorisation des données EPRD/ERRD participe en outre d'une nouvelle approche du suivi budgétaire et financier des ESMS : un exercice prospectif, réalisé sur un ensemble d'établissements et de services de l'organisme gestionnaire et qui recentre l'analyse sur l'évolution des grands équilibres financiers, autrement dit sur leur capacité à gérer de manière "soutenable" l'activité. Dans cet esprit, ce rapport propose une analyse financière des EHPAD conduite à partir d'une exploitation statistique des données des ERRD 2018. Même s'il n'existe pas de méthode normalisée en la matière, les ratios les plus couramment utilisés y sont abordés, en particulier ceux qui figurent déjà dans les cadres ERRD de type "complet"... [CNSA, 2020, 112p.](#) – [Texte intégral](#)

Enjeux d'éthique concernant des outils numériques pour le déconfinement - Comité national pilote d'éthique du numérique

Le Comité national pilote d'éthique du numérique -CNPEN a été saisi le 30 avril 2020 par le ministre des Solidarités et de la Santé et le secrétaire d'Etat chargé du Numérique au sujet des questionnements éthiques liés à la conception, à la mise en œuvre et aux usages d'outils numériques dans les différentes phases du déconfinement, en particulier en ce qui concerne le respect de la vie privée et des libertés publiques et les effets structurants que pourraient induire ces outils à moyen et long terme, notamment sur les citoyens et la société. La réponse à cette saisine que constitue le présent avis a été élaborée dans des délais très courts compte tenu du contexte de rapidité dans lequel doivent être mises en œuvre les décisions du gouvernement. [CCNE, 2020, 22p.](#) – [Texte intégral](#)

Etat des lieux national des CLSM en période de confinement & conséquences observées par les coordonnateurs dans les Quartiers prioritaires – Centre national de ressources et d'appui aux CLSM, Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche et la formation en santé mentale -CCOMS

Au cours de cette période inédite de confinement de l'ensemble de la population en période de pandémie Covid-19, le CCOMS a développé des outils pour appréhender le retentissement de cette crise sanitaire sur le fonctionnement de cette plateforme d'échanges, de coopération et de démocratie sanitaire que sont les CLSM. Dès le début de la crise, un appel à communication des actions et des retours d'expérience des CLSM relatives à la prévention de l'impact du confinement sur la santé mentale a été mené. La conduite d'un groupe de travail a permis d'interroger les coordonnatrices et coordonnateurs des 244 Conseils locaux en santé mentale sur les conséquences actuelles de la crise du Covid-19 sur leur territoire. L'évaluation a porté à la fois sur l'état de santé mentale de la population générale, des personnes vivant avec un trouble psychique et des personnes vulnérables, ainsi que sur le niveau d'action des CLSM, en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Le CCOMS a organisé le 27 avril un groupe de travail réunissant 6 coordonnatrices et coordonnateurs de CLSM1. Celui-ci a permis de dégager les questions essentielles, de les mettre en forme et de mener une enquête en ligne par auto-questionnaire auprès de l'ensemble des coordonnateurs des CLSM (questionnaire comptant 24 questions auquel 102 coordonnateurs - sur 178 répertoriés pour 244 CLSM - ont répondu). [Centre national de ressources et d'appui aux Conseils Locaux de Santé Mentale, 2020, 21p.](#) – [Texte intégral](#)

LU POUR VOUS



Le droit des établissements et services médico-sociaux – Isabelle Arnal-Capdevielle, Etienne Douat (Préf.)

Rendre le droit des établissements et des services médico-sociaux accessibles à d'autres publics que les seuls juristes : tel est le défi auquel répond ce manuel. Outre l'acquisition des savoirs juridiques et techniques de base, il permet d'appréhender les enjeux du secteur médico-social et ses dynamiques. Pour atteindre ces objectifs, ce livre revêt un caractère didactique et comporte : les connaissances à maîtriser (organisation de l'offre médico-sociale, mode de financement, droits des usagers, fonctionnement des établissements, etc.) ; des tableaux et des schémas pour favoriser la compréhension et la mémorisation ; des encadrés afin de fournir un éclairage sur des sujets spécifiques ; des références bibliographiques à la fin de chaque chapitre ; des annales et 50 questions pour faire le point sur ses connaissances ; un index permettant de s'orienter rapidement dans l'ouvrage. [Presses de l'EHESP, Collection "Fondamentaux", 2020, 252p.](#) – [Fiche détaillée de l'ouvrage](#)

AGENDA NATIONAL

Communiqués de presse

Ministère des Solidarités et de la Santé, 29 mai 2020

Coronavirus (Covid-19) "Professionnels de santé" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des Personnes handicapées, 28 mai 2020

"Reprise des élèves en situation de handicap dans le cadre du déconfinement" – [Voir le communiqué](#)

CNSA, 28 mai 2020

"Journée de solidarité 2020 : 2,948 milliards d'euros au bénéfice des personnes âgées et des personnes handicapées" – [Voir le communiqué](#)

CNSA, 27 mai 2020

"Le Conseil de la CNSA se prononce sur les projets de lois relatifs à la dette sociale" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des Personnes handicapées, 27 mai 2020

"Foire aux questions déconfinement : personnes handicapées" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 27 mai 2020

Coronavirus (Covid-19). "Accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 26 mai 2020

"Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 25 mai 2020

"Reprise de dette par la CADES" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 25 mai 2020

"Lancement du Ségur de la santé" – [Voir le communiqué](#)

Société française de gériatrie et gérontologie, 25 mai 2020

"Enquêtes : Ehpad et Covid-19" – [Enquête pour les médecins coordonnateurs et les directeurs](#) / [Enquête pour les psychologues, psychomotriciens et ergothérapeutes](#)

CNSA, 24 mai 2020

"Coronavirus et déconfinement : informations, recommandations et conduites à tenir" – [Voir la communication](#)

Haut Conseil de la Santé Publique, 23 mai 2020

"Coronavirus SARS-CoV-2 et professionnels des établissements de santé et établissements sociaux et médico-sociaux" – [Voir l'avis](#)

France Assos Santé, 20 mai 2020

Lancement de l'étude "Vivre-COVID19.fr : comment vivez-vous l'après confinement ?" – [Participez à l'étude](#)

Haute Autorité de santé, 20 mai 2020

Dossier spécial "Coronavirus Covid-19" – [Voir le dossier](#)

Gérontopôle d'Ile-de-France -Géront'if, 20 mai 2020

Lancement de l'enquête sur le vécu des personnes âgées confinées à domicile – [Répondre à l'enquête](#)

Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie -ALEFPA, ARS de la Réunion, 18 mai 2020

Lancement de plateforme d'écoute et d'information Handi-soutien 974 – [Voir la plateforme](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des Personnes handicapées, 15 mai 2020

"Covid-19 – Déconfinement : des mesures spécifiques complémentaires pour les personnes en situation de handicap" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 15 mai 2020

"Aide sociale départementale : résultats 2018 détaillés par département et séries historiques" – [Voir le communiqué](#)

FCPE, Fédération Générale des PEP, Unapei, 15 mai 2020

"Déconfinement. L'éducation est un droit pour tous. Rendons-le effectif pour les élèves à besoins éducatifs particuliers" – [Voir la lettre](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 15 mai 2020

"Financement de 45 nouveaux projets de recherche appliquée sur le Coronavirus" – [Voir le communiqué](#)

Vrije Universiteit Amsterdam, 15 mai 2020

Covid-19 : "Enquête internationale COMET pour étudier les effets de la pandémie sur la santé mentale des populations" – [En savoir plus](#) / [Participer à l'enquête](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 12 mai 2020

Coronavirus (Covid-19) : "Recommandations applicables en phase de déconfinement à l'organisation des prises en charge en psychiatrie et en addictologie" – [Voir le communiqué](#)

Droit Pluriel en partenariat avec le Conseil National des Barreaux, l'Ordre des Avocats de Paris et la Conférence des Bâtonniers, 12 mai 2020

"Urgence Handicap & Covid-19" – [Voir la plateforme](#)

Syndicat National des Etablissements et Résidences Privés pour Personnes Agées -Synerpa, 11 mai 2020

"Assouplissement du confinement : les consignes du Ministère applicables aux EHPAD" – [Voir le plan de reprise d'activité](#)

Groupement national des centres de ressources autisme -GNCRA, 11 mai 2020

"Déconfinement : boîte à outils" – [Lire les ressources](#)

Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse, mai 2020

"Réouverture. Un retour prioritaire des élèves en situation de handicap à l'école" – [Voir le communiqué](#)

Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse, mai 2020

"Ecole inclusive et déconfinement : les réponses à vos questions" – [Voir le communiqué](#)

Direction générale de la cohésion sociale –DGCS, Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie -CNSA, Délégation interministérielle autisme et troubles du neurodéveloppement, mai 2020

"Préconisations nationales relatives au déconfinement des GEM" – [Voir la préconisation](#)

Appel à projets, appel à contributions...**Réseau International sur le Processus de Production du Handicap -RIPPH, 26 mai 2020**

"Pandémie, crise humanitaire, handicap et droits humains" : Appel d'articles et autres contributions pour le numéro spécial à paraître à l'hiver 2021 de la Revue Aequitas Développement humain, handicap et changement social. Date limite de soumission.30 septembre 2020. Transmission de proposition par voie électronique meric.sauve.ciusscn@ssss.gouv.qc.ca – [Lire l'appel](#)

CNAV, 18 mai 20

"Société inclusive : discours, pratiques et controverses" : Appel à articles pour le numéro 167 de la revue Gérontologie et Société pour une publication en mars 2022. Envoi des propositions de contribution jusqu'au 14 décembre 2020 – [Lire l'appel](#)

Ministère des solidarités et de la Santé, 15 mai 2020

"Fonds national pour la démocratie sanitaire : appel à projet national 2020". Date de dépôt des dossiers de candidature. 8 juillet 2020 par voie électronique sgmcas.pole-ars@sg.social.gouv.fr – [Lire l'appel](#)

Fondation Mutac, 13 mai 2020

5ème édition des Prix de la Fondation Mutac avec un prix spécial pour lutter contre l'isolement des personnes âgées confrontées au confinement – Date limite de dépôt de candidature. 30 août 2020 auprès de contact@fondationMUTAC.org – [Lire l'appel](#)

Colloques, congrès...**Lille, 4 juin 2020 (Reporté au second trimestre 2021)**

"Du Spectre de l'Autisme : vie intime, amoureuse et sexuelle : de l'enfance à l'âge adulte" : Colloque organisé par le Centre Ressources Autismes Nord-Pas-de-Calais – [En savoir plus](#)

Dans toute la France, 13 juin 2020 (Annulée, rendez-vous le 12 juin 2021)

3ème édition de "La nuit du handicap" - [En savoir plus](#)

24 juin 2020 (Webinaire)

"Les transformations par les technologies numériques vues par les SHS. Quels usages dans les champs de la santé, du handicap, de la dépendance et de l'accès aux prestations sociales ?" : Séminaire articulé autour de quatre séances organisé par la Mission de recherche de la DREES. 1ère Séance sur le thème : "Nouvelles technologies et usages émergents : renouvellement des questions et des approches. Santé, dépendance et protection sociale" – [En savoir plus](#)

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 et au RGPD 2016/679 du 27 avril 2016 , vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au Service Documentation – Ecole des hautes études en santé publique, 15 avenue du professeur Léon Bernard 35043 Rennes Cedex et/ou par mail à bibliotheque@ehesp.fr

Ecole des hautes études en santé publique – EHESP Paris

20, avenue George Sand,

93 210 La Plaine Saint Denis - 02 99 02 24 50

En savoir plus sur le [service documentation](#)

Bibliotheque.paris@ehesp.fr

[S'abonner / Se désabonner](#)